

CONSULTATION PUBLIQUE PORTANT SUR :

Quatrième cycle d'analyse des marchés 4, 5 et 6 – Marchés pertinents du haut et très haut débit – Bilan et perspectives

Soumission de la société Altitude Infrastructure



Date limite de remise : 16 septembre 2013

Destinataire :

Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

Soumissionnaire : ALTITUDE INFRASTRUCTURE

Adresse : 9200 Voie des Clouets, 27100 VAL DE REUIL

Mail : accueil@altitudeinfra.fr

Document non confidentiel, pouvant être diffusé par l'ARCEP

Bilan et perspectives suite au quatrième cycle d'analyse des marchés 4, 5 et 6

Avant-Propos

Soucieuse de participer aux débats publics liés à la régulation des télécommunications et fortement concernée par les évolutions affectant les marchés du haut et du très haut débit, la société Altitude Infrastructure vous transmet ses pistes de réponse et de réflexion concernant le bilan et les perspectives des marchés 4,5 et 6.

Au travers des différentes réponses formulées, nous avons tout particulièrement tenu à :

- faire un focus particulier sur la régulation géographique et sur la nécessaire prise en compte des Réseaux d'Initiative Publique. En effet, ces réseaux sont basés sur des contrats signés liant des opérateurs et des collectivités. De la même manière que les opérateurs sont protégés sur les zones d'investissements purement privés (zone AMII notamment), nous tenons à ce que les impacts des décisions sur les RIP existants soient mesurés, afin de ne pas déstabiliser l'équilibre économique des projets ;
- intégrer dans les paramètres d'analyse l'objectif à terme d'extinction du cuivre et de bascule totale vers les infrastructures optiques, objectif dont l'atteinte se doit d'être soutenu par la réglementation. En effet, dans cette phase de transition, il nous paraît essentiel de s'assurer que chaque décision prise contribue ou au moins ne freine pas l'essor du Très Haut Débit ;
- se féliciter du fait que l'existence et l'influence des RIP sur le marché soient reconnues. A ce titre, nous remercions l'autorité d'avoir dans cette analyse de marché constamment intégrée les notions de Collectivité et de Réseaux d'Initiative Publique, réseaux qui sont amenés à prendre une part de plus en plus importante sur le marché des télécommunications.

Nous savons que l'Autorité fera bonne analyse des éléments que nous transmettons et tenons par avance à l'en remercier.

Réponses aux sollicitations de l'ARCEP

Question 1 : les contributeurs sont invités à commenter les évolutions envisagées en faveur de l'extension du dégroupage.

Comme affirmé récemment au sein du Programme National Très Haut Débit, l'émergence du Très Haut Débit sur le territoire national est une priorité. Parallèlement, à cela, en tant qu'opérateur d'opérateurs, notre objectif constant est d'apporter plus de service et de concurrence sur l'ensemble du territoire afin de lutter constamment contre les fractures numériques, ce qui pourrait sembler aller dans le sens d'une volonté d'accroître le dégroupage.

Dans le cadre du présent dossier, ces 2 objectifs, bien que poursuivant tous 2 une logique d'aménagement numérique et d'amélioration de la qualité de service, peuvent être perçus comme contradictoires.

En effet, comme le montrent les premiers retours d'expériences sur nos propres plaques FTTH ou sur celle de la Gironde par exemple, plus le niveau de service apporté aux clients finaux est important, plus la bascule technologique vers les solutions optiques est lente et met en péril l'équilibre des projets FTTH. Ainsi, il faut bien veiller à ce qu'une volonté de pousser encore le dégroupage n'ait pas d'effets contraires à ceux escomptés en ralentissant l'émergence du Très Haut Débit.

Dans ce cadre, notre position se résume de la manière suivante :

- Tout d'abord, les moyens mis en œuvre pour favoriser une extension du dégroupage se doivent de prendre en compte les solutions proposées dans cet objectif par les RIP. Sur ce point, les éventuelles modifications apportées au cadre réglementaire ne doivent pas perturber leur économie.
- D'autre part, nous pensons que la régulation doit favoriser une orientation des capacités d'investissement des opérateurs vers le Très Haut Débit, et pour cela ne pas encourager le dégroupage sur les zones du territoire où des initiatives de déploiement FTTH à court et moyen terme, dans le cadre d'initiatives publiques ou privées, sont menées. Un zonage territorial pourrait à ce titre être effectué.

Question 2 : par ailleurs, l'Autorité observe un ralentissement dans l'extension du dégroupage avec cartes SDSL. Les opérateurs sont invités à faire part de leurs intentions quant à la poursuite (en précisant le rythme d'extension) ou l'arrêt du dégroupage des NRA sur technologie SDSL. Ils préciseront également, si possible, les causes perçues de ce ralentissement.

Altitude Infrastructure n'est en tant que tel que peu concerné par le dégroupage et la fourniture de service SDSL. Cependant, et selon les analyses réalisées par l'ARCEP, nous tenons à faire part de nos interrogations quant à la part de marché très important de l'opérateur historique sur ce créneau et sur les causes de ce phénomène.

Question 4 : l’Autorité invite les opérateurs à lui faire part de leurs remarques concernant les perspectives envisagées pour le dégroupage opérationnel et à soulever le cas échéant des points non identifiés dans le présent document.

Nous n’avons pas de réponse spécifique à formuler sur ce point mais porterons un grand intérêt aux conclusions de l’Autorité afin de pouvoir les adapter et les prendre en compte dans le cadre des déploiements et de la commercialisation de boucles locales optiques.

Question 5 : les contributeurs sont invités à commenter les deux scénarii envisagés pour l’émergence de services de medias audiovisuels dans la zone non dégroupée et à comparer de leur point de vue ces scénarii en fonction de leur faisabilité, de leur coût, de la rapidité de leur mise en œuvre et de leur impact.

Sur les zones encore inéligibles, la demande en service audiovisuel est d’ores et déjà couverte par la présence de la TNT, des offres satellitaires et des box de type OTT. Ainsi, le marché restant est relativement limité, c’est pourquoi il ne nous paraît pas cohérent d’imposer à Orange la création d’une offre de bitstream supportant les services de broadcast audiovisuel.

Question 6 : les contributeurs sont invités à commenter le dispositif envisagé par l’Autorité, au stade des perspectives, susceptible de contrôler le rythme de l’ouverture des services de medias audiovisuels par Orange dans la zone non dégroupée.

Dans la même logique que celle exprimée en réponse aux perspectives d’évolution des conditions de dégroupage, nous souhaitons que la régulation intègre des mesures visant à protéger le contexte concurrentiel sur les zones du territoire pour lesquelles des déploiements de boucle locale optique sont prévus à court et moyen terme.

Question 8 : l’Autorité invite les contributeurs à commenter son analyse quant aux déploiements possibles en vue de préparer le FttH et souhaiterait que les acteurs se prononcent sur l’arbitrage qu’ils pourraient faire entre les différents cas de déploiement listés ci-dessus (ou éventuellement d’autres situations de déploiement non identifiées dans le présent document). Par ailleurs, l’Autorité souhaite interroger les contributeurs sur les critères de dimensionnement en nombre de fibres optiques nécessaires pour préparer les déploiements futurs de réseaux FttH ou FttO.

Dans une logique d’efficacité économique, nous proposons que des déploiements de fibres surnuméraires soient réalisés afin de répondre aux besoins futurs en capacité au-delà des besoins liés à la seule montée en débit. Nous souhaitons que ces « fibres en attente » ne fassent l’objet d’aucune facturation supplémentaire, tant qu’elles ne sont employées dans un but autre que celui d’anticipation.

Concernant le dimensionnement, bien que nous sommes conscients du fait que les ingénieries mobilisées actuellement sur la boucle cuivre divergent de celles qui seront utilisées dans le cadre des réseaux de boucles locales optiques, nous pensons que dans la grande majorité des cas ces tracés seront malgré tout similaires. A ce titre, nous préconisons la pose d'un câble d'à minima 36 Fibres supplémentaires, faisant monter la taille des câbles déployés à 48 voire 72 Fibres.

Question 9 : L'Autorité invite les contributeurs à commenter la proposition d'utilisation du génie civil aérien de desserte pour le raccordement en fibre optique des sous-répartiteurs concernés par les projets de montée en débit.

Le moins de contraintes de principe possibles doivent être posées, si on souhaite favoriser les déploiements dans les zones où les conditions économiques de déploiement sont les plus difficiles. Le pragmatisme doit être de mise. Les diagnostics techniques sur la faisabilité sur la partie desserte doivent être menés au cas le cas lors des études préalables.

Question 11 : L'Autorité invite les acteurs à se prononcer quant à la clarification envisagée des obligations imposées à Orange concernant son offre de bitstream cuivre symétrique.

Comme pour la question 6, les conditions imposées à Orange doivent aussi prendre en compte la présence ou non, à court ou moyen terme d'un réseau BLOM ou BLOD permettant la fourniture de services concurrentiels au SDSL.

Question 12 : Les contributeurs sont invités à commenter cette analyse concernant un éventuel élargissement du périmètre de l'obligation d'accès au génie civil d'Orange pour tout déploiement de boucles locales optiques.

Les élargissements proposés par l'ARCEP nous paraissent de bon sens et vont en faveur d'une plus grande souplesse dans le choix des ingénieries mises en œuvre dans le cadre des déploiements de boucles locales optiques.

Dans la continuité, nous souhaiterions aussi que la perspective d'améliorer les conditions d'accès au réseau de collecte amont NRA, dans une logique de collecte des futures plaques FTTH, notamment dans les zones rurales où les réseaux optiques longues distances sont encore peu capillaires et parfois même inexistantes.

Question 13 : Les contributeurs sont invités à réagir sur la pertinence du périmètre géographique de la commande d'accès au génie civil au regard de leurs déploiements ou de leurs intentions de déploiements de boucles locales optiques. Les opérateurs sont également invités à identifier les éventuels freins attachés aux processus de commande d'accès présents dans l'offre et qui feraient

Bilan et perspectives suite au quatrième cycle d'analyse des marchés 4, 5 et 6
--

obstacle au déploiement de nouvelles boucles locales optiques, notamment dans les zones moins denses du territoire.

Pour NRA – SR : une zone de commande par zone arrière de NRA paraît pertinente, afin de disposer de tout le tracé NRA-SR en une seule commande.

Concernant BLO, selon l'importance du déploiement, la possibilité pourrait être laissée, dès la commande de plans itinéraires (PIT), d'élargir le périmètre selon 3 possibilités :

- Commune
- EPCI (Communauté de Communes, Communauté d'Agglo, Communauté Urbaine, ...)
- Département

Sur une communauté de communes de 24 adhérentes, il nous est aujourd'hui nécessaire de passer 24 commandes de PIT, 24 déclarations d'études, etc... C'est une perte de temps inutile et une source d'erreurs.

Un autre frein aux déploiements FTTH concerne le processus de réparation des conduites cassées qui n'est pas complet car ne fournit pas de délai, mais ce sujet est en discussion en multilatérale.

Les limites de nombres de chambres également peuvent être un frein : il serait peut être bienvenu de faire « sauter » certaines limites, quitte à augmenter les délais dans le cas d'un nombre trop important.

Question 14 : Les contributeurs sont invités à indiquer s'ils identifient des limitations dans l'offre d'accès au génie civil de nature à freiner l'émergence de marchés et services innovants. Les contributeurs sont invités le cas échéant à préciser les services innovants à prendre en compte dans la régulation de l'accès au génie civil, à caractériser les enjeux économiques sous-jacents et à évaluer l'opportunité d'un éventuel élargissement de l'offre d'accès au génie civil dans le cadre de l'analyse du marché 4.

Selon nous, la question principale est celle de la limitation des usages qui peuvent être fait des fibres déployées dans ce génie civil. Définir une liste limitative des usages pour lesquels l'offre d'accès au génie civil serait autorisée est complexe. De plus, les usages évoluant rapidement dans le temps, elle serait par nature régulièrement obsolète. Toutefois nous pouvons notamment lister:

- La vidéosurveillance
- Les capteurs d'une manière générale, le « Machine to Machine »
- L'éclairage public
- Les panneaux à messages variables et le mobilier urbain
- Les usages liés à la ville intelligente et aux « Smart Grid »

Précisons de plus d'Orange ne se limite pas dans l'utilisation de son propre Génie Civil, et à ce titre qu'il est légitime qu'il en soit de même pour les possibilités offertes aux opérateurs tiers.

Bilan et perspectives suite au quatrième cycle d'analyse des marchés 4, 5 et 6
--

Question 15 : l'Autorité invite les acteurs à se prononcer sur le maintien de l'offre d'hébergement et à formuler des remarques concernant d'éventuelles améliorations.

Dans le cadre du déploiement d'une Boucle Locale Optique nationale en zones moins denses, l'infrastructure cuivre de France Télécom a vocation à terme à être totalement substituée par une infrastructure optique mutualisée, pouvant potentiellement être déployée par un opérateur tiers. Dans ce cadre, il apparaît de bon sens que l'offre d'hébergement aux actuels NRA puisse être ouverte à la création de NRO d'opérateurs tiers.

A l'heure actuelle, l'hébergement de NRO dans les locaux FT n'est ouvert que dans les locaux ayant d'ores et déjà été basculés en NRO par France Télécom, soit, en zone non mutualisée, pour la collecte de Boucles Locales Optiques créées par France Télécom ou par des opérateurs alternatifs dans les emprises de Génie Civil France Télécom en zones non mutualisées, soit, en zone mutualisée, de Boucles Locales Optiques propres à France Télécom.

De plus, cela impliquera par conséquent l'ouverture aux opérateurs tiers d'une offre de type LFO pour la collecte de ces NRO.

Question 16 : l'Autorité invite les acteurs à formuler leurs remarques relatives aux pistes d'évolutions envisagées pour l'offre LFO et à proposer le cas échéant d'autres évolutions non identifiées dans le présent document.

Nous sommes tout à fait en accord avec les évolutions techniques et tarifaires préconisées par l'ARCEP, évolutions nécessaires à la création massive de réseaux optiques en zones moins denses, zones sur lesquelles les réseaux de collecte sont parfois peu développés.

De plus, nous souhaitons insister très fortement sur le besoin de voir émerger des modalités tarifaires sous forme d'IRU, notamment pour répondre aux problématiques des collectivités territoriales dans le cadre de la mise en œuvre des RIP.

Question 17 : les contributeurs sont invités à s'exprimer sur l'éventualité d'une analyse de marché spécifique au segment de la collecte.

La collecte est un enjeu majeur, surtout pour les opérateurs ne disposant pas de PoP dans toutes les grandes villes. Faire une analyse de marché et disposer d'une offre régulée sur le sujet est indispensable. En effet, dans un réseau FTTH, la collecte des NRO est un sujet très critique, et l'offre commerciale d'Orange (LGC DPR) n'est pas en accord avec une volonté de privilégier la réutilisation d'infrastructures existantes.

Question 18 : Les opérateurs sont invités à décrire précisément les problèmes opérationnels rencontrés à travers l’offre de génie civil pour le déploiement de boucles locales dédiées et à proposer des pistes d’amélioration.

De manière complémentaire, les opérateurs peuvent spécifier les conditions à vérifier sur les processus de cette offre de génie civil afin de respecter les contraintes inhérentes aux appels d’offres du marché entreprises.

La principale problématique est celle des délais contractuels de livraison des plans itinéraires. Cependant, et par transparence, la réponse d’Orange est souvent bien en dessous des délais annoncés.

Question 19 : Les contributeurs sont invités à formuler leurs éventuels commentaires concernant le déploiement de nouvelles infrastructures de BLOD concurrentes.

Comme le montrent les indicateurs chiffrés fournis par l’ARCEP, la concurrence par les infrastructures BLOD est nécessaire pour dynamiser le marché et pour permettre un climat de concurrence saine sur les services. Cela est d’autant plus vrai que les offres mises en œuvre par Orange (CE20, CELAN) sur ces segments sont aujourd’hui des offres de services et non pas des offres d’infrastructures.

D’après notre expérience, 2 infrastructures de BLOD parallèles est le bon compromis pour assurer l’efficacité des investissements et concurrence.

Question 20 : les contributeurs sont invités à formuler leurs éventuels commentaires sur les délais de prévenance associés à la fermeture d’un NRA.

Il est primordial pour les investisseurs, qu’ils soient publics ou privés, d’avoir un cadre et un calendrier. Dans ce contexte, un délai de prévenance de 5 ans semble suffisant dans un premier temps mais pourra évoluer à la baisse à l’avenir quand les retours d’expérience seront plus importants.

En effet, sur certains territoires, comme celui de la Communauté de Communes de Maizières-lès-Metz sur lequel Altitude Infrastructure met actuellement en œuvre une infrastructure qui vise à couvrir de manière exhaustive l’ensemble des foyers du territoire, une bascule à plus court terme pourrait être envisageable. En effet, à l’horizon de la fin 2013, l’intégralité des locaux de la Communauté de Communes seront éligibles à une offre Très Haut Débit.

Question 21 : Les contributeurs sont invités à réagir sur les éléments présentés dans cette partie en lien avec la migration du réseau de cuivre vers les réseaux de fibre optique. En particulier, les opérateurs sont invités à préciser quels sont leurs besoins en termes de visibilité sur les

déploiements (position des NRO, rythme de déploiement) et quelles sont les possibilités d'améliorer cette visibilité.

Afin d'accroître la visibilité sur l'avancée effective des déploiements, nous suggérons d'imposer dans le cadre de la régulation symétrique une étape intermédiaire entre la Publication des Zones Arrières de Point de Mutualisation et la Publication des Compte-Rendu de Mise à Disposition (CR MAD).

Question 26 : L'Autorité invite les contributeurs à lui faire part de leur analyse des besoins en débits supérieurs à 100 Mbit/s ou inférieurs à 10 Mbit/s sur fibre optique.

Selon nous, la demande de débits supérieurs à 100 Mbps est encore aujourd'hui limitée mais celle-ci va émerger prochainement. C'est pourquoi nous sommes favorables à l'ouverture d'offres sur ces créneaux, comme c'est déjà le cas sur certains RIP.

Concernant les débits inférieurs à 10Mbps, les demandes sont aujourd'hui satisfaites par les services SDSL. De plus, de notre point de vue d'opérateur d'opérateurs, la grande majorité de la demande de services sur support optique s'oriente vers des débits supérieurs à 10Mbps. C'est déjà le cas aujourd'hui et ça le sera encore plus à l'échelle chronologique de la période qui mènera à la future analyse.

Question 31 : L'Autorité invite les opérateurs et les collectivités territoriales concernées à lui faire part de leur analyse des enjeux et de l'impact d'un ajustement de la liste des communes des zones très denses.

Altitude Infrastructure est à ce jour exclusivement présent sur des Zones Peu Denses et n'est donc pas directement concerné par ce sujet. Cependant, nous estimons les évolutions proposées par l'Autorité logiques et de bon sens.

Question 32 : L'Autorité invite les contributeurs à lui faire part de leur analyse sur la problématique de la complétude à terme des déploiements en zones très denses. En particulier, les opérateurs sont invités à faire part de leurs retours d'expérience sur les premiers déploiements de point de mutualisation desservant des immeubles de moins de 12 logements ou locaux à usage professionnel.

Au-delà des problématiques afférentes aux Zones Très Denses, il nous semble nécessaire d'imposer une obligation de complétude sur ces Zones, en la faisant peser de manière répartie sur les différents opérateurs d'immeuble présents sur ces zones. L'ouverture au mix technologique fait alors pleinement sens pour atteindre cet objectif et répondre à cette obligation.

Question 33 : Les contributeurs sont invités à commenter l'opportunité de se fonder sur les réseaux mutualisés pour répondre aux besoins des entreprises, et à préciser les conséquences à en tirer en matière d'architecture technique.

Altitude Infrastructure confirme la possibilité de produire des offres entreprises sur BLOM, que ce soit sur support GPON ou sur support Point-à-Point. Des offres de ce type sont d'ailleurs d'ores et déjà présentes dans ses gammes de services. Pour se faire, différentes adaptations sont nécessaires :

- Concernant les ingénieries actives (nature des équipements mis en œuvre, nature des services supportés, débits) et passives (dimensionnement des câbles optiques, organisation et modalités de brasage au PM et au NRO, nature des infrastructures de livraison chez les clients) ;
- Concernant les modalités de gestion des process clients (service client, gestion des incidents...) ;
- Concernant les offres contractuelles (Engagement de GTR, IMS...) ;

Cependant, et compte tenu du caractère récent de ces offres, il nous paraît trop tôt pour en tirer de réelles conclusions.

Question 34 : Les contributeurs sont invités à commenter l'analyse préliminaire de l'Autorité quant à l'émergence à terme d'offres entreprises sur BLOM.

Altitude est favorable à une action de l'ARCEP qui viserait à définir les conditions à mettre en œuvre dans le cadre des déploiements de Boucle Locale Optique Mutualisée pour autoriser la fourniture de services entreprises.

Ce sujet est selon nous incontournable dans la perspective d'une bascule intégrale de l'infrastructure cuivre vers l'infrastructure optique, afin de pouvoir répondre à l'ensemble des besoins des entreprises. L'enjeu est de pouvoir transposer l'actuel écosystème technique et économique du cuivre vers la fibre, et de garantir la disponibilité de l'intégralité de la gamme de services cuivre et fibre actuelle sur les futures infrastructures BLOD et BLOM.

Question 35 : l'ARCEP invite les opérateurs à faire part de leur réaction face à la perspective de tels travaux et, le cas échéant, à formuler des propositions pour l'intégration des BLOD dans les déploiements de BLOM. Plusieurs dimensions du problème sont à considérer, comme : la zone géographique (zones très denses ou zones moins denses), le segment de réseau (desserte, transport ou collecte), etc.

Nous vous invitons à vous reporter à la réponse formulées à la question 34.

Question 36 : Les contributeurs sont invités à commenter l'opportunité de compléter les outils de contrôle comptable et tarifaire concernant l'accès aux réseaux de boucles locales optiques mutualisées et également l'articulation entre régulation symétrique et asymétrique sur ce sujet.

Altitude Infrastructure souhaite également que ces problématiques spécifiques au montage des offres tarifaires d'accès aux boucles optiques soient étudiées.

Question 38 : Les contributeurs sont invités à réagir sur l'analyse de l'ARCEP concernant les conditions permettant l'émergence et le développement des offres activées à très haut débit fixe.

En tant qu'opérateur de RIP présents dans les zones moins denses du territoire, nous sommes convaincus que les offres de service activé à très haut débit sont primordiales pour permettre à des opérateurs alternatifs de se développer, comme c'est le cas sur le segment entreprises.

Nous nous interrogeons cependant sur la nécessité d'imposer une obligation dans le cadre de la régulation symétrique sur ce sujet.

De plus, et contrairement à ce qui est évoqué dans l'analyse, les offres offertes aujourd'hui sur les réseaux câblés par Numéricâble ne peuvent être considérées comme des services activés, mais plutôt comme des services de marque blanche.

Enfin, même si l'apparition d'offres activées différentes de celle de France Telecom pour les services DSL s'est avérée complexe, notamment pour la compatibilité à l'ensemble des BOX des FAI (ATM, puis Ethernet etc ...), il semble évident que les offres activées sur Ethernet pour le très haut débit fixe seront plus facilement compatibles avec les nouvelles box des FAI, rendant plus simple et plus industrielle la généralisation de ses offres.

Question 39 : Les contributeurs sont invités à se prononcer sur l'existence d'une telle zone de concurrence par les infrastructures et, le cas échéant, à fournir des éléments objectifs permettant

Comme le montrent les données chiffrées fournies par l'ARCEP sur l'impact de l'existence de BLOD concurrentes à celle d'Orange sur certains territoires, la cohabitation de plusieurs BLOD vient modifier le contexte concurrentiel sans pour autant remettre en cause totalement les taux de pénétration de l'opérateur historique. A ce titre, nous pensons qu'il faut demeurer vigilant et conserver les obligations actuelles.

Dans le cadre des RIP, cela en va aussi de la préservation des hypothèses sur lesquelles les modèles économiques des RIP ont été fondés, pour lesquels un bouleversement de la régulation pourrait remettre en cause la pérennité de l'exploitation, comme cela a pu être parfois le cas par le passé.

Question 40 : Les contributeurs sont invités à commenter le dispositif de régulation envisagé.

Bilan et perspectives suite au quatrième cycle d'analyse des marchés 4, 5 et 6
--

Nous vous invitons à vous reporter à la réponse formulée pour la question précédente.

Question 41 : L'Autorité invite les acteurs à commenter le dispositif de régulation envisagé et à formuler leurs éventuels commentaires quant au niveau tarifaire des offres de détail d'OBS.

La méthode appliquée se focalise sur les commandes d'un montant supérieur à 100 000€, commandes qui ne représentent qu'une très faible quote-part du volume du marché concerné. D'ailleurs, la part de marché d'Orange sur ce marché est assurément plus faible que sur le marché des offres inférieures à 100 000€.

Nous sommes parfaitement conscients qu'il est délicat de contrôler l'ensemble des commandes passées. A ce titre, nous suggérons donc de recourir à une méthode échantillonnée pour les commandes inférieures à 100 000€. Ainsi il sera probablement plus simple de comprendre pourquoi sur ce segment la part de marché d'Orange reste très élevée à date et agir en conséquence pour une meilleure concurrence.